

# DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 19

Juin 2003

## Editorial

Le thème des migrations est au cœur de l'actualité internationale, tant dans les pays du Nord que du Sud. Nous présentons ici une revue des travaux économiques récents concernant l'impact de l'émigration en provenance des pays en développement sur l'économie de ces pays. Alors que la littérature théorique suggère généralement que l'impact de l'émigration sur les économies d'origine est positif, le bilan des études empiriques est très contrasté. Ce bilan dépend en grande partie du type d'émigration (travail qualifié, appelé le plus souvent *brain drain*, ou non qualifié) et de ses modalités. Ces travaux incitent les pays développés à autoriser des migrations temporaires (avec possibilité d'allers-retours Nord-Sud), afin de maximiser les effets positifs de l'émigration sur les pays d'origine (transferts financiers, diffusion des compétences acquises, etc.).

Parmi les moments forts des travaux de DIAL au premier semestre, nous mentionnerons d'abord nos activités visant au renforcement des capacités d'analyse économique et statistique dans les pays du Sud.

Les chercheurs et statisticiens de DIAL ont ainsi participé à l'animation de trois ateliers organisés par AFRISTAT à Bamako à destination d'économistes et statisticiens africains. Les deux premiers de ces ateliers avaient pour objectif d'appuyer les instituts de la statistique des pays d'Afrique de l'Ouest dans l'exploitation et l'analyse des premiers résultats des phases 1 et 2 des enquêtes 1-2-3 menées dans le cadre du programme Parstat géré par l'UEMOA sur financements de la Commission européenne et de la France. Le dernier atelier était consacré à l'évaluation de l'impact distributif des politiques économiques, à l'aide notamment des techniques de micro-simulation.

Un stage de formation à la modélisation en équilibre général calculable a par ailleurs été organisé dans les locaux de DIAL à destination de cadres marocains, dans le cadre du projet « Renforcement des capacités de modélisation et analyse d'impact de l'accord d'association UE-Maroc sur l'économie marocaine », financé par la Commission européenne. Ce stage a été animé par plusieurs chercheurs du centre, avec l'aide d'intervenants extérieurs, dont B. Decaluwe, professeur à l'université de Laval, Québec.

Nous avons également le plaisir d'annoncer deux nouvelles publications :

- la version anglaise de notre ouvrage collectif sur les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté (dont la version française était parue chez Economica l'an dernier) est parue chez Routledge sous le titre *New International Poverty Reduction Strategies* ;
- D. Cogneau, S. Mesplé-Somps et F. Roubaud ont coordonné un dossier spécial de la revue *Afrique contemporaine*, consacré à la crise actuelle en Côte d'Ivoire ; ce dossier apporte des éléments originaux d'analyse, selon une grille de lecture tant économique que politique, tout en replaçant la crise dans une perspective longue.



DIALOGUE  
est une publication  
semestrielle de DIAL  
éditée à 1.500 exemplaires  
en français et en anglais.

Formulaire d'abonnement  
gratuit disponible sur notre site  
[www.dial.prd.fr](http://www.dial.prd.fr)

Directeur de publication :  
Jean-Pierre Cling

Rédacteur en chef :  
Jean-Pierre Cling

Mise en page :  
Coryne Ajavon

Conception graphique :  
[www.PassionMicro.com](http://www.PassionMicro.com)

Impression :  
Instaprint (Tours)

N° ISSN : 1254-7182

## L'IMPACT DE L'EMIGRATION SUR LES PAYS D'ORIGINE : ETAT DE LA RECHERCHE

D'après l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le nombre total de migrants internationaux s'élèverait, en ce début de siècle, à 175 millions de personnes environ (réfugiés compris), soit 2,9 % de la population mondiale. Encore majoritairement alimentés par l'Europe dans les années 1950, les flux migratoires ont connu de profondes mutations et proviennent aujourd'hui massivement du monde en développement. En tête des principaux pays pourvoyeurs de migrants figure la Chine, avec une émigration nette de 380.000 individus par an sur la période 1995-2000, suivie du Mexique, des pays du sous-continent indien (Inde, Pakistan, Bangladesh et Sri Lanka), des Philippines, de l'Indonésie, de l'Egypte, de la Turquie et des pays du Maghreb (Maroc, Algérie) (Nations Unies, 2002). Bien qu'absents de la liste, les pays d'Afrique subsaharienne ne sont pas en reste : les flux d'émigrants en provenance de l'Ouest ou de l'Est du continent africain rapportés au poids démographique de ces régions du monde les placent en effet parmi les zones à plus fort taux d'émigration nette<sup>1</sup>.

Les mouvements de population étant en partie conditionnés par les politiques d'immigration des pays d'accueil, il paraît quelque peu hasardeux d'établir des projections de migration pour les années à venir. En se plaçant dans une perspective de longue période, Hatton et Williamson (2002) montrent néanmoins que les mouvements migratoires de la planète observés depuis 1850 sont assez bien prédits par quatre facteurs économiques et démographiques : les écarts de revenu entre régions (ou pays), la part de la population jeune en âge de travailler (15-39 ans) au sein des pays de départ et d'arrivée, les stocks d'immigrés déjà présents dans les pays d'arrivée (les « réseaux ») et l'incidence de la pauvreté dans les pays de départ (la pauvreté étant synonyme d'une incapacité à financer les coûts de la migration). Partant, les auteurs en concluent que la pression migratoire devrait non seulement continuer de s'exercer, mais également fortement s'accroître, notamment en Afrique.

Que l'on accorde ou non une valeur prédictive au modèle estimé par Hatton et Williamson, la multiplication observée des mouvements de population, dont les inégalités entre pays ou entre régions sont incontestablement l'un des moteurs, pose la question du rôle du phénomène migratoire en tant que facteur de transmission du développement. A l'instar des migrations européennes vers les Etats-Unis, lesquelles ont été, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, un facteur indiscutable de convergence des PIB par tête et des taux de salaire réel (voir notamment Boyer et al., 1993 ; Hatton et Williamson, 1998), les migrations contemporaines favorisent-elles le développement des économies des pays de départ ?

La discussion qui suit présente un panorama des recherches les plus récentes autour de cette question. Elle débute par un passage en revue de la littérature théorique sur les liens entre migration, transferts et développement, et s'achève sur la présentation de quelques travaux empiriques<sup>2</sup>.

### **Migration, transferts et développement : enseignements théoriques**

Dans les années 1980, la littérature s'est attachée à étudier l'impact à court terme de la migration et des transferts sur les prix relatifs et le bien-être des pays de départ, en adoptant, comme cadre analytique, le modèle australien (ou modèle d'économie dépendante) développé par Salter et Swan. Rivera-Batiz (1982) montre ainsi qu'en l'absence de transferts en retour, le départ en migration d'une partie de la force de travail fait subir une perte de bien-être aux résidents restants. L'argument est que la migration provoque une contraction de la production relativement plus forte dans le secteur des biens non échangeables (plus intensif en travail) que dans celui des biens échangeables. Il en résulte une augmentation du prix relatif des biens non échangeables, laquelle est dommageable au bien-être des résidents restants. Djajic (1986) montre cependant que le résultat inverse est obtenu lorsque l'analyse prend en compte les transferts

<sup>1</sup> A titre d'illustration, le taux d'émigration nette annuel moyen sur la période 1995-2000 est de 6,2 % pour la Guinée ; 5,5 % pour le Burkina Faso ; 4,7 % pour le Mali et 3,4 % pour le Lesotho.

<sup>2</sup> Il est à noter que cette littérature se concentre sur les migrations « volontaires ». Elle exclut de ce fait les migrations « forcées » consécutives à des conflits, des troubles politiques ou encore des catastrophes naturelles dont le nombre était estimé à 21 millions en 2001 (UNHCR).

envoyés par les migrants. En re-crédant des possibilités d'échange entre biens échangeables et non échangeables à l'intérieur du pays, les envois de fonds améliorent le bien-être de ceux qui restent, y compris de ceux qui, faute de lien de parenté avec les migrants, ne reçoivent pas de transferts. Il en résulte que l'effet net de la migration est ambigu et dépend de l'importance relative de l'effet de réduction de la taille du marché intérieur et de l'effet en retour des transferts.

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, les analyses de l'impact à court terme de la migration ont peu à peu cédé la place à des analyses de plus long terme visant à identifier les canaux de transmission à travers lesquels migration et transferts pourraient être favorables ou, au contraire, préjudiciables à la croissance des économies de départ. Avec l'essor de la littérature sur la croissance endogène et la mise en exergue des externalités positives liées à l'accumulation de capital humain, les chercheurs se sont notamment intéressés aux conséquences du départ de travailleurs qualifiés (la « fuite des cerveaux » ou *brain drain*) sur les économies de départ<sup>3</sup>. A la suite de Bhagwati et Hamada (1974), plusieurs travaux ont d'abord assez unanimement avancé l'idée d'une fuite des cerveaux défavorable au développement (Miyagiwa, 1991 ; Haque et Kim, 1995 ; Reichlin et Rustichini, 1998 ; Wong et Yip, 1999). Miyagiwa (1991) montre par exemple qu'en présence de rendements croissants de l'éducation, l'émigration de travailleurs très qualifiés peut conduire à une baisse du revenu des travailleurs à qualifications intermédiaires, que ces derniers migrent ou non. L'auteur montre alors que sous certaines conditions, le revenu national du pays de départ peut être inférieur à celui qui prévaudrait en l'absence de migration.

La plupart de ces travaux reposent toutefois sur des hypothèses relativement restrictives : adéquation entre l'offre et la demande de travail qualifié dans le pays de départ ; irréversibilité de la migration (*i.e.* pas de volonté de retour de la part des migrants) ; fonctionnement parfait du marché du crédit ;

<sup>3</sup> Pour une revue de la littérature sur cette question, le lecteur est renvoyé à Commander, Kangasniemi et Winters (2002)

absence de restriction à l'émigration, etc. Quelques contributions récentes ont montré qu'en abandonnant une de ces hypothèses tout en conservant le même cadre analytique, des effets nets positifs sur l'accumulation de capital humain et la croissance pouvaient être associés à la migration de travailleurs qualifiés. Pour Stark et al. (1997, 1998), Mountford (1997), Vidal (1998) et Beine et al. (2001), l'ouverture des frontières et la perspective de migrer, en augmentant les rendements attendus de l'éducation, incitent les travailleurs à investir davantage en capital humain. Compte tenu des incertitudes sur les possibilités migratoires, toutefois, seule une fraction d'entre eux migrera effectivement une fois achevée sa formation. Partant, les auteurs en concluent qu'un *brain drain* globalement favorable pour le pays d'origine est possible lorsque l'effet incitatif (*brain effect*) domine l'effet de fuite (*drain effect*).

Bien que relativement négligés dans cette littérature, les flux de transferts envoyés par les migrants (ou rapatriés lors de leur retour au pays) constituent l'une des autres externalités positives de la migration. Cette externalité joue notamment à travers l'accumulation d'une épargne qui permet aux migrants (ou à leurs familles restées sur place) de contourner leurs contraintes de liquidité et d'investir en capital humain ou en capital physique dans leur pays<sup>4</sup>. Mesnard (2001) révèle ainsi que 26 % des travailleurs tunisiens rentrés définitivement dans leur pays au cours de la période 1974-1986 ont créé une entreprise à leur retour avec leur épargne. Partant de ce fait empirique, l'auteur propose un modèle à générations successives qui permet de comparer l'évolution de la distribution de la richesse d'une économie lorsque ses frontières sont plus ou moins ouvertes à l'émigration de travailleurs. Le modèle montre qu'en présence d'indivisibilités et d'imperfections sur le marché du capital, l'émigration temporaire de travailleurs et l'accumulation de capital qu'elle rend possible ont pour effet de perturber la distribution de la richesse de l'économie de départ à un moment

<sup>4</sup> Plusieurs papiers théoriques récents montrent que les difficultés d'accès au crédit sont un frein à la croissance dans les pays à fortes inégalités de revenu (voir notamment Banerjee et Newman, 1993 ; Aghion et al., 1999 ; Aghion et Bolton, 1997)

donné, ce qui, à travers les transferts intergénérationnels, se perpétue et peut entraîner l'économie sur un sentier de prospérité.

Dans un même contexte d'imperfections sur le marché du capital, la possibilité que la migration soit un facteur d'accroissement de la productivité agricole en permettant à ceux qui restent d'accéder aux ressources nécessaires pour innover ou pour simplement prendre en charge la totalité des dépenses induites par le cycle de production (achat de semences et d'intrants, location de matériel, etc.) a également été envisagé par Stark (1980), mais n'a pas fait l'objet d'une formalisation.

Pour finir, la dernière externalité positive de la migration envisagée dans la littérature est la diffusion des connaissances qu'occasionne le retour au pays des migrants. Domingues Dos Santos et Postel-Vinay (2003) montrent que lorsque les travailleurs d'un pays en développement ont la liberté d'émigrer où ils veulent et pendant la durée qu'ils veulent, certains font le choix rationnel de ne migrer que temporairement. Les deux auteurs montrent alors que la diffusion des connaissances qu'ils ont acquises à l'étranger et qu'occasionne leur retour favorise la croissance du produit par tête et, ainsi, réduit l'incitation à émigrer.

### Illustrations empiriques

L'ampleur du débat théorique sur les liens entre migration et développement des économies d'origine contraste avec le peu d'études empiriques sur cette question. Cet état de fait résulte en grande partie d'un manque de données fiables et harmonisées sur plusieurs variables d'intérêt (taux d'émigration par pays ou par qualification, montants des transferts, etc.) et de l'absence de séries temporelles longues, lesquelles sont indispensables lorsque l'on veut mobiliser les outils récents offerts par la macro-économétrie (les tests de stationnarité des variables et de cointégration, en particulier, sont peu fiables lorsqu'ils sont effectués sur un petit nombre d'observations). En conséquence, la littérature empirique existante se limite, pour l'essentiel, à quelques études de cas menées à partir de données micro-économiques.

Sur les liens entre migration, investissement en capital humain et croissance, deux études macro-économétriques ont toutefois été menées récemment à partir de données transversales (Beine et al., 2002 ; Faini, 2002)<sup>5</sup>. L'une et l'autre utilisent les taux d'émigration par pays et par qualification estimés par Carrington et Detragiache (1998) pour tester la nature des liens entre fuite des cerveaux, accumulation de capital humain et croissance, mais aboutissent à des conclusions contrastées.<sup>6</sup> Beine et al. (2002) montrent, à partir d'un échantillon de 50 pays, que le taux d'émigration chez les plus qualifiés exerce une influence positive et significative sur l'accumulation de capital humain. Ils estiment ensuite une équation de croissance en panel qu'ils utilisent pour mesurer l'effet de la fuite des cerveaux sur la croissance et identifier ainsi les pays "gagnants" et les pays « perdants ». Au sein du premier groupe figure la plupart des pays pauvres en capital humain et à faible taux d'émigration qualifiée. Au sein du second figurent ceux dont le taux d'émigration qualifiée dépasse 20 % et/ou dont la proportion des très éduqués dans la population totale dépasse 5 %. A partir d'un échantillon de 37 pays, Faini (2002) estime quant à lui une équation dans laquelle les taux de scolarisation secondaire et supérieure sont expliqués par un vecteur de variables comprenant les taux d'émigration par niveau d'éducation. Les résultats qu'il obtient le conduisent à rejeter l'hypothèse d'une fuite des cerveaux favorable à la croissance des pays de départ<sup>7</sup>.

<sup>5</sup> Une autre étude macro-économétrique récente s'est attachée à tester l'hypothèse d'un lien entre transferts et appréciation du taux de change réel, à partir d'un panel de 13 pays d'Amérique latine sur la période 1979-1998 (Amuedo-Dorantes et Pozo, 2002).

<sup>6</sup> La mobilisation de cette base n'est pas sans poser problème compte tenu du manque de fiabilité des données qu'elle contient.

<sup>7</sup> L'hypothèse d'une externalité positive de la migration à travers la diffusion des connaissances (Domingues Dos Santos et Postel-Vinay, *op.cit.*) est quant à elle difficilement testable empiriquement. Néanmoins, plusieurs études de cas montrent que les migrations de retour sont de faible ampleur chez les très qualifiés. Ce constat a conduit certains chercheurs à étudier les possibilités de mobiliser les populations qualifiées expatriées (les « diasporas »), en les associant à distance au

Avec une perspective micro-économique, Hanson (2002) utilise les données du recensement de la population du Mexique de 2000 pour tester l'hypothèse d'un lien entre migration et investissement en capital humain. Les résultats des tests économétriques suggèrent que les enfants issus de familles dont un ou plusieurs membres sont en migration achèvent entre 0,7 et 1,6 années de scolarisation de plus que ceux issus de familles sans migrants. En outre, l'impact de la migration sur la scolarisation est plus marqué pour les filles que pour les garçons et s'accroît avec l'âge.

A partir de données issues d'une enquête de ménages salvadoriens portant sur 14.286 individus âgés de 6 à 24 ans, Cox-Edwards et Ureta (2003) estiment pour leur part un modèle de Cox à hasard proportionnel et montrent que les transferts migratoires réduisent sensiblement la probabilité d'abandon scolaire. En milieu urbain, l'effet estimé est dix fois supérieur à celui des autres sources de revenu.

Sur la question des liens entre migration, transferts et création d'entreprises, la littérature empirique est beaucoup plus foisonnante, mais se concentre *quasi* exclusivement sur le cas des migrants de retour. Beaucoup de travaux ont tout d'abord montré, de façon descriptive, que la majorité des projets d'entreprise initiés par d'anciens migrants était financée à partir d'une épargne accumulée à l'étranger et non en ayant recours au marché du crédit (voir notamment Massey et Parrado, 1998 ; Mesnard, 2000 ; McCormick et Wahba, 2001 ; Woodruff et Zenteno, 2001 ; Dustmann et Kirchkamp, 2002). A titre d'illustration, Dustmann et Kirchkamp (2002) ont constaté, à partir d'un échantillon de 646 anciens migrants turcs, que quatre ans après leur retour, 51,1 % avaient investi dans un projet d'entreprise et travaillaient à leur propre compte. En outre, les auteurs précisent que parmi ceux ayant investi dans un projet d'entreprise, 63,9 % ont financé leur activité à partir d'une épargne accumulée lors du séjour à l'étranger et 1,2 % ont eu recours à un prêt bancaire.

---

développement de leurs pays d'origine (voir notamment Meyer et Brown, 1999).

Les travaux existants s'appuient également sur des analyses économétriques pour préciser le rôle de l'argent migratoire (prenant la forme d'épargne ou de transferts) sur la création d'entreprise. A partir de deux enquêtes réalisées au Mexique (une enquête emploi nationale et une enquête entreprise en milieu urbain), Woodruff et Zenteno (2001) montrent que l'accès à la manne migratoire (mesuré par le taux d'émigration au sein de la région dont sont originaires les individus) affecte positivement et de façon significative le montant des fonds investis, mais non la décision de créer une entreprise. Sur la base de ces résultats, ils estiment que la migration est à l'origine de 20% du montant total des investissements réalisés dans les micro-entreprises des zones urbaines du Mexique. A partir d'un échantillon de 1.526 anciens migrants égyptiens, McCormick et Wahba (2001) montrent quant à eux que l'épargne accumulée à l'étranger et le temps passé en migration sont deux facteurs qui accroissent la propension des migrants de retour instruits à investir dans un projet d'entreprise.

L'hypothèse d'un impact positif de la migration et des transferts sur la productivité agricole et le développement rural a également inspiré plusieurs travaux empiriques (parmi les articles récents, voir Taylor et Wyatt, 1996 ; Adams, 1998 ; Rozelle et al., 1999 ; Mochebelele et Winter-Nelson, 2000 ; Azam et Gubert, 2002). Tous mettent en évidence un impact positif des transferts migratoires sur l'accumulation de capital. Leurs conclusions sont en revanche contrastées lorsqu'ils s'attachent à évaluer l'impact global de la perte de main d'œuvre consécutive à la migration et des transferts sur la productivité et/ou la production agricoles.

A partir des données d'une enquête réalisée dans le Nord-est de la Chine auprès de 787 ménages agricoles, Rozelle et al. (1999) estiment une fonction de rendements agricoles et montrent que les transferts ne compensent que partiellement la perte de main d'œuvre consécutive à la migration. En mobilisant les résultats de leur analyse économétrique, ils estiment à 14 % la baisse des rendements agricoles provoquée par la migration.

A partir de données d'enquête originales portant sur des ménages de la région de Kayes,

au Mali, nos propres travaux proposent une évaluation des conséquences de la migration et des transferts en se référant aux motivations qui les sous-tendent (Gubert, 2002 ; Azam et Gubert, 2002). Nous montrons qu'en apportant un soutien à la consommation en cas de besoin, les transferts des migrants contribuent très largement à améliorer le sort des ménages qui en bénéficient. Nous montrons aussi que ce mécanisme d'assurance provoque l'apparition d'un phénomène d'aléa moral, lequel se manifeste par des niveaux de production agricole et une efficacité productive sensiblement inférieurs chez les familles bénéficiant des transferts (voir encadré).

### Conclusion

Ainsi, alors que les prédictions de la littérature théorique récente vont plutôt dans le sens d'un impact positif de l'émigration sur les économies d'origine, le bilan des études empiriques est extrêmement contrasté. Il montre toutefois que le retour au pays des migrants, en autorisant la diffusion des compétences acquises à l'étranger et le rapatriement d'une épargne, est généralement bénéfique pour le pays de départ. Or, les restrictions drastiques à l'immigration rendent aujourd'hui *quasi* impossibles les allers-retours entre pays d'origine et pays d'accueil et constituent de ce fait un frein au retour des migrants. Les résultats des politiques d'incitation au retour menées depuis 1977 par la France en témoignent : en dépit des aides financières proposées, elles n'ont en effet guère intéressé que la très petite minorité d'immigrés qui avaient déjà un projet personnel de retour ou ceux ayant presque atteint l'âge de la retraite. La plupart des migrants qualifiés et non qualifiés établis en France sont opposés à l'idée d'un retour et le resteront tant qu'il leur sera impossible, en cas d'échec, de revenir dans le pays d'accueil. Il en découle qu'une politique d'immigration idéale serait une politique autorisant les migrants à rentrer dans leur pays le temps qu'ils le souhaitent pour y monter des projets de développement et à faire des allers-retours leur permettant d'accumuler davantage de capital et d'améliorer leurs qualifications. Les migrations se feraient ainsi au bénéfice réciproque des pays d'accueil, des pays d'origine et des migrants.

Flore Gubert

## MIGRATIONS, TRANSFERTS ET PRODUCTION AGRICOLE

### L'EXEMPLE DE LA REGION DE KAYES

#### Equipement agricole et main d'œuvre familiale, selon le statut migratoire

	Ensemble (n=303)	Familles sans migrant (n=81)	Familles avec migrants (n=222)	z (*)	P> z
% de ménages possédant :					
une charrue	19 %	15 %	20 %	-1,07	0,28
une houe	50 %	30 %	58 %	-4,46	0,00
une charrette	45 %	25 %	53 %	-4,46	0,00
un semoir	13 %	9 %	15 %	-1,42	0,16
Main d'œuvre familiale :					
Nb. d'hommes	4,0	3,0	4,4	-4,24	0,00
Nb. de femmes	5,5	3,4	6,3	-6,21	0,00
Nb. d'enfants	1,0	0,7	1,1	-1,97	0,05

Source: Azam et Gubert (2002)

(\*) : Test de comparaison de moyennes

#### Valeur de la production, selon le statut migratoire (en milliers de Fcfa)

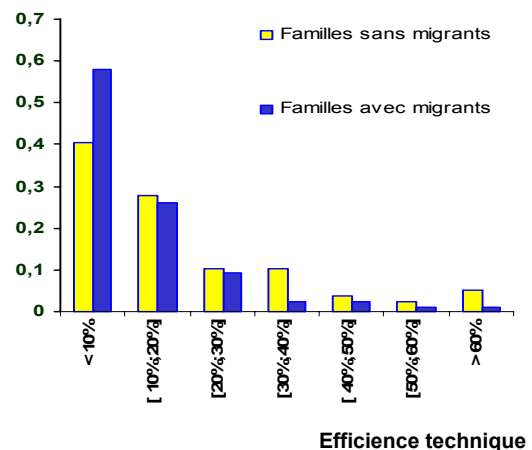
	Ensemble (n=303)	Familles sans migrant (n=81)	Familles avec migrants (n=222)	t (*)	P> t
Production, 1995	435,8	303,9	484,0	-4,15	0,00
Production, 1996	365,7	311,3	385,6	-1,85	0,07
Production par travailleur, 1995	45,2	46,3	44,9	0,37	0,71
Production par travailleur, 1996	42,9	54,4	38,1	3,28	0,00

Source: Azam et Gubert (2002)

(\*) : Test de comparaison de moyennes

#### Répartition des unités de production familiales selon l'efficacité technique et le statut migratoire

Fréquence relative



Efficiency technique

## Bibliographie

- Adams R.H. Jr** (1998), "Remittances, Investment, and Rural Asset Accumulation in Pakistan", *Econ. Dev. and Cult. Change* 47(1), pp. 155-73.
- Amuedo-Dorantes C. et S. Pozo** (2002), "Workers' remittances and the real exchange rate: a paradox of gifts", mimeo.
- Azam J-P. et F. Gubert** (2002), "Ceux de Kayes: l'effet des transferts des émigrés maliens sur leurs familles d'origine" in *Immigration, marché du travail, intégration*, dir. F. Héran, Commissariat Général du Plan, La Documentation Française.
- Bhagwati J.N. et K. Hamada** (1974), "The Brain Drain, International Integration of Markets for Professionals and Unemployment: A Theoretical Analysis", *Journal of Dev. Econ.* 1, pp.19-42.
- Beine M., F. Docquier et H. Rapoport** (2001), "Brain drain and economic growth", *Journal of Dev. Econ.*, vol.64, pp.275-89.
- \_\_\_\_\_ (2002), "Brain drain and growth in LDCs: winners and losers", Working Paper 8-02, Bar-Ilan University.
- Boyer G., T.Hatton et K.H. O'Rourke** (1993), "The impact of emigration on real wages in Ireland 1850-1914", CEPR Discussion Paper 854.
- Carrington W.J. et Detragiache E.** (1998): "How big is the Brain Drain?", IMF Working Paper 102.
- Commander S., M. Kangasniemi et L.A.Winters** (2002), "The Brain Drain: Curse or Boon? A Survey of the Literature", papier présenté au séminaire du CEPR/NBER/SNS, Stockholm.
- Cox-Edwards A. and M. Ureta** (2003), "International migration, remittances and schooling. Evidence from El Salvador", papier présenté à l'Inter-American Seminar on Economics, NBER.
- Djajic S.** (1986), "International migration, remittances and welfare in a dependent economy", *Jour. of Dev. Econ.* vol.21, pp.229-34.
- Domingues Dos Santos M. et F. Postel-Vinay** (2003), "Migration as a source of growth: the perspective of a developing country", *Journal of Pop. Econ.* 16(1), pp.161-75.
- Dustmann C. et O. Kirchkamp** (2002), "The optimal migration duration and activity choice after re-migration", *Journal of Dev. Econ.* 67, pp.351-72.
- Faini R.** (2002), "Migration, Remittances and Growth", papier présenté à la conférence WIDER sur "Poverty, International Migration and Asylum", Helsinki.
- Gubert F.** (2002), "Do Migrants Insure Those Who Stay Behind. Evidence from the Kayes Area (Western Mali)", *Oxford Dev. Stud.*, 30(3).
- Haque N.U. et S.J. Kim** (1995), "Human capital flight: impact of migration on income and growth", IMF Staff Papers 42(3), pp.577-607.
- Hanson G.H.** (2002), "Emigration and educational attainment in Mexico", mimeo.
- Hatton T.J. et J.G. Williamson** (1998), *The Age of Mass Migration: Causes and Economic Impact*, New York: Oxford University Press.
- \_\_\_\_\_ (2002), "What Fundamentals Drive World Migration?", NBER Working Paper No 9159.
- Massey D.S. et E.A. Parrado** (1998), "International Migration and Business Formation in Mexico", *Social Science Quarterly* 79(1), pp.1-20.
- McCormick B. et J. Wahba** (2001), "Overseas work experience, savings and entrepreneurship amongst return migrant to LDCs", *Scott. Journal of Polit. Econ.* 48(2), pp.164-77.
- Mesnard A.** (2000), "Temporary migration and capital market imperfections", papier présenté à la conférence "Opportunities in Africa: Micro-evidence on firms and households", CSAE, 2000.
- Mesnard A.** (2001), "Migration temporaire et mobilité intergénérationnelle", *Rech. Econ. de Louvain* 67(1), pp.61-90.
- Meyer J-B. et M. Brown** (1999), "Les diasporas scientifiques : nouvelle approche à la fuite des cerveaux", papier présenté à la conférence mondiale de la science UNESCO-ICSU, Budapest, 31p.
- Miyagiwa K.** (1991), "Scale economies in education and the brain drain problem", *Internat. Econ. Rev.* 32(3), pp.743-59.
- Mochebelele M.T. et A. Winter-Nelson** (2000), "Migrant labor and farm technical efficiency in Lesotho", *World Dev.* 28(1), pp.143-53.
- Mountford A.** (1997), "Can a brain drain be good for growth in the source economy?", *Journal of Dev. Econ.* 53, pp.287-303.
- Reichlin P. et A. Rustichini** (1998), "Diverging patterns with endogenous labor migration", *Journal of Econ Dyn. and Cont.* 22, pp.703-28.
- Rivera-Batiz F.L.** (1982), "International labor migration, non-traded goods and economic welfare in the source country", *Journal of Dev. Econ.* 11.
- Rozelle S., J.E. Taylor et A. de Brauw** (1999), "Migration, Remittances and Productivity in China", *Am. Econ. Rev.* 89(2), pp.287-91.
- Stark O.** (1980), "On the role of urban-to-rural remittances in rural development", *Journal of Dev. Stud.* 16.
- Stark O., C. Helmenstein et A. Prskawetz** (1997), "A brain gain with a brain drain", *Econ. Letters* 55, pp.227-34.
- \_\_\_\_\_ (1998), "Human capital depletion, human capital formation, and migration: a blessing or a curse?", *Econ. Letters* 60, pp.263-67.
- Taylor J.E. et T.J. Wyatt** (1996), "The shadow value of migrant remittances, income and inequality in a household-farm economy", *Journal of Dev. Stud.* 32(6), pp.899-912.
- Vidal J-P.** (1998), "The effect of emigration on human capital formation", *Journal of Pop.Econ.* 11, pp.589-600.
- Wong K. et C.K. Yip** (1999), "Education, economic growth and brain drain", *Journal of Econ. Dyn. and Cont.* 23, pp.699-726.
- Woodruff C. et R. Zenteno** (2001), "Remittances and microenterprises in Mexico", SCCIE Working Paper, 40p.

## Interventions dans colloques & séminaires

### France

**J.-P. Cling, M. Razafindrakoto et F. Roubaud** ont présenté l'ouvrage collectif « Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté » (DIAL/ Economica, 2002) au séminaire du GEMDEV à Paris le 31 janvier.

**D. Cogneau** a présenté un article intitulé « Colonisation, école et développement en Afrique – Une analyse empirique », au séminaire EDOCIF de l'université Paris-IX Dauphine le 10 janvier. Il a présenté « AIDS and Income Distribution in Africa. A Micro-simulation Study for Côte d'Ivoire » au séminaire d'économie du développement de l'Université de Toulouse, le 20 février et « L'égalité des opportunités et l'horizon temporel des programmes stratégiques de lutte contre la pauvreté » au séminaire du GEMDEV le 28 février.

**F. Gubert** a présenté un article intitulé « Contingent Loan Repayment in the Philippines » (co-écrit avec Marcel Fafchamps) au séminaire d'économie du développement (DELTA/ DIAL/ ENSAE/ LEA-INRA) le 2 avril 2003. Elle a présenté une communication à la table ronde organisée par le Département Afrique de l'Ouest de l'AFD sur le thème « Relations entre migrations et politique d'aide au développement », Paris, 9-10 janvier.

**Anne-Sophie Robilliard** a présenté un article intitulé « Examining the Social Impact of the Indonesian Financial Crisis using a Micro-Macro Model », coécrit avec F. Bourguignon et S. Robinson, à la conférence ABCDE-Europe organisée par la Banque mondiale, l'Agence Française de Développement et le Conseil d'Analyse Economique à Paris les 15-16 juin.

### Etranger

**J.-P. Cling** a présenté le programme de recherche de DIAL sur la mesure de la gouvernance et de la démocratie lors de la conférence des Instituts de la Statistique africains organisée par l'UNECA à Addis Abeba les 11-15 mai. Il a présenté un papier intitulé *Growth and poverty reduction : inequalities matter* co-écrit avec **P. De Vreyer**, **M. Razafindrakoto** et **F. Roubaud** (« poster session ») à la conférence internationale organisée par WIDER sur le thème « Inequality, Poverty and Human Well-being » à Helsinki les 29-30 mai.

**P. De Vreyer** et **S. Mesplé-Somps** ont présenté un papier intitulé *Consumption growth and spatial poverty traps: an analysis of the effects of social services and community infrastructures on living standards in rural Peru* à la conférence internationale « Staying Poor: chronic poverty and development policy », IDPM, University of Manchester, 7-9 avril. **J. Herrera** et **F. Roubaud** ont présenté un papier sur *Urban poverty dynamics in Peru and Madagascar 1997-1999. A panel data analysis* dans la même conférence.

## Expertise & formation

### France

**D. Cogneau, M. A. Marouani, S. Mesplé-Somps** et **A.-S. Robilliard** ont animé (avec B. Decaluwe, I. Decreux et M. Grimm) du 14 avril au 2 mai un stage de formation à la modélisation en équilibre général calculable pour des cadres marocains, dans le cadre d'un projet financé par la Commission européenne.

**M. Razafindrakoto** a présenté un papier sur « Les multiples facettes de la pauvreté dans les pays africains », dans le cadre du séminaire de thèse de sociologie de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales dirigé par S. Paugam le 15 mai.

### Etranger

**A. Brilleau** a effectué deux missions d'assistance technique à Dakar dans le cadre du volet Secteur informel du programme PARSTAT : la première du 16 mars au 2 avril et la seconde du 6 au 20 juin. Il a participé à l'atelier sur l'utilisation des statistiques dans les politiques de lutte contre la pauvreté et de développement pour l'Afrique de l'Ouest, organisé par PARIS 21 à Dakar du 21 au 23 janvier.

**A. Brilleau, M. Kuepie, F. Roubaud et C. Torelli** ont participé aux ateliers de traitement des données de l'enquête 1-2-3 (emploi et secteur informel) organisés par AFRISTAT à l'attention des Instituts de statistique d'Afrique de l'Ouest dans le cadre du Programme PARSTAT à Bamako du 12 au 23 mai et du 23 juin au 5 juillet.

**D. Cogneau** et **M. Grimm** ont animé un séminaire sur l'évaluation de l'impact distributif des politiques économiques, à destination d'économistes d'Afrique de l'Ouest, organisé par Afristat à Bamako du 9 au 13 juin.

**M. Kagan** s'est rendu en mission à Tunis du 7 au 9 janvier avec **C. Torelli** et du 26 au 31 janvier pour une estimation de l'emploi informel en Tunisie. Il s'est aussi rendu à Malte pour un séminaire final des projets MED-NA et MED-NOE du 2 au 8 mars.

**M. A. Marouani** a effectué une mission à Rabat auprès de la DPEG dans le cadre d'un projet financé par la Commission européenne, du 22 mai au 9 juin.

**S. Mesplé-Somps** et **M. Raffinot** ont participé à un atelier sur la gestion des dépenses publiques orientée par les résultats (« result-oriented public expenditure management workshop ») organisé par l'ODI à Londres le 21 mars, où ils ont présenté deux études de cas sur le Burkina Faso et le Mali.

**F. Roubaud** s'est rendu à Bogota du 20 au 26 avril accompagné de **J. Herrera** pour effectuer une mission d'évaluation des résultats des enquêtes 1-2-3 dans les 5 pays du Pacte Andin pour le compte de la Commission Andine-DGCID/MAE.

**C. Torelli** a effectué une mission d'assistance technique à Cotonou dans le cadre du programme PARSTAT du 2 au 15 juin.



## Documents de travail diffusés au 1<sup>er</sup> semestre 2003

Les documents sont disponibles sur le site <http://www.dial.prd.fr>

**Cogneau D.** : *Colonisation, School and Development in Africa, An empirical analysis*, Mars, **Réf. 2003-01**.

En combinant des données macro-économiques sur 45 pays et des données micro-économiques sur 4 pays comparables, nous révélons l'existence de différences entre les niveaux d'éducation atteints en Afrique selon l'identité du colonisateur. En 1960, les ex-colonies britanniques affichaient une performance éducative supérieure. Ces différences sont robustes au contrôle de certains facteurs pré-coloniaux et ont persisté dans le temps jusqu'en 1990. Cependant, le différentiel d'éducation ne s'est pas transformé en différences de revenu ou d'espérance de vie. Les ex-colonies françaises se sont urbanisées plus rapidement. Les données micro-économiques sur les pays d'étude montrent bien que les rendements privés de l'éducation tendent à être moins élevés dans les ex-colonies britanniques.

**Pasquier-Doumer L.** : *L'évolution de la mobilité scolaire intergénérationnelle au Pérou depuis un siècle*, Mars, **Réf. 2003-02**.

Le développement considérable de l'enseignement qui caractérise le Pérou depuis le début du vingtième siècle suggère que l'accès à l'éducation scolaire est devenu plus égalitaire. Dans cet article, je cherche à savoir si réellement le développement a profité à tous de la même manière et s'il s'est accompagné d'une égalisation des opportunités scolaires. Pour cela, j'analyse l'évolution des inégalités sociales devant l'école tout au long du vingtième siècle en étudiant l'évolution du lien entre le niveau d'éducation des personnes et leur origine culturelle. Ensuite, j'examine si le relâchement de ce lien que l'on observe s'explique par une plus forte égalité d'opportunités scolaires ou s'il n'est que le résultat de l'allongement généralisé des études. Enfin, j'étudie quelles politiques publiques pourraient être conduites pour accroître l'égalité des chances devant l'école. L'originalité de cet article est de pouvoir aborder cette problématique pour un pays en développement grâce à la base de données exceptionnelle dont on dispose ici.

**Herrera J., Roubaud F.** : *Dynamique de la pauvreté urbaine au Pérou et à Madagascar 1997-1999 : une analyse sur données de panel*, Mai, **Réf. 2003-03**.

Du fait du manque de données de panel, il existe peu d'études sur la dynamique de la pauvreté dans les pays en développement. De plus, il est difficile d'en tirer des conclusions générales en raison des différences méthodologiques entre elles. Notre

étude sur la dynamique de la pauvreté urbaine à Madagascar et au Pérou est basée sur un large panel de ménages couvrant la période 1997-1999. En appliquant des méthodes rigoureusement comparables dans les deux pays, nous cherchons à identifier les traits généraux et spécifiques de la pauvreté chronique et transitoire. L'importance des transitions de pauvreté, ainsi que les caractéristiques des ménages pauvres (de manière transitoire ou chronique), sont d'abord étudiées. A l'aide d'un modèle logit multinomial, on mesure ensuite la contribution à la pauvreté chronique et aux transitions de pauvreté de trois groupes de variables : caractéristiques des ménages (démographiques, capital humain et physique) ; chocs subis par les ménages (démographiques et liés au marché du travail) ; variables géographiques liées au voisinage (biens publics, niveau de revenu, capital humain et structure de l'emploi, etc.). Nos résultats infirment la thèse selon laquelle les chocs seraient la seule variable explicative des formes transitoires de pauvreté. Le mode d'entrée sur le marché du travail, ainsi que les caractéristiques du voisinage apparaissent également pertinentes pour l'analyse de la dynamique de la pauvreté. Ceci suggère que la dimension liée à l'inégalité spatiale mériterait d'être analysée dans les analyses sur les dynamiques de pauvreté et de revenus.

**Cling J-P., De Vreyer P., Razafindrakoto M., Roubaud F.** : *La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté : le rôle des inégalités*, Mai, **Réf. 2003-04**.

Cet article, qui s'inscrit dans le débat actuel sur la croissance *pro-pauvres*, analyse le rôle respectif de la croissance et des inégalités sur la réduction de la pauvreté monétaire est présentée. L'article met en évidence l'importance potentielle du second facteur et plaide en faveur d'une reconsidération des politiques distributives. Partant d'une décomposition comptable de l'élasticité du taux de pauvreté sous l'hypothèse de log-normalité de la distribution des revenus, on propose des simulations de l'incidence de la pauvreté pour l'ensemble des pays en développement à l'horizon 2015, sous différents scénarios de croissance et d'évolution des inégalités. Tout en estimant que les pays africains ne pourront atteindre le premier des Objectifs de Développement du Millénaire, ces simulations convergent d'une manière générale sur les gains potentiels en termes de réduction de la pauvreté procurés par une croissance *pro-pauvres*. Enfin, on montre le hiatus entre ce résultat et la faible contribution des politiques redistributives dans les stratégies préconisées par les *PRSP* (« Poverty Reduction Strategy Papers ») existants.